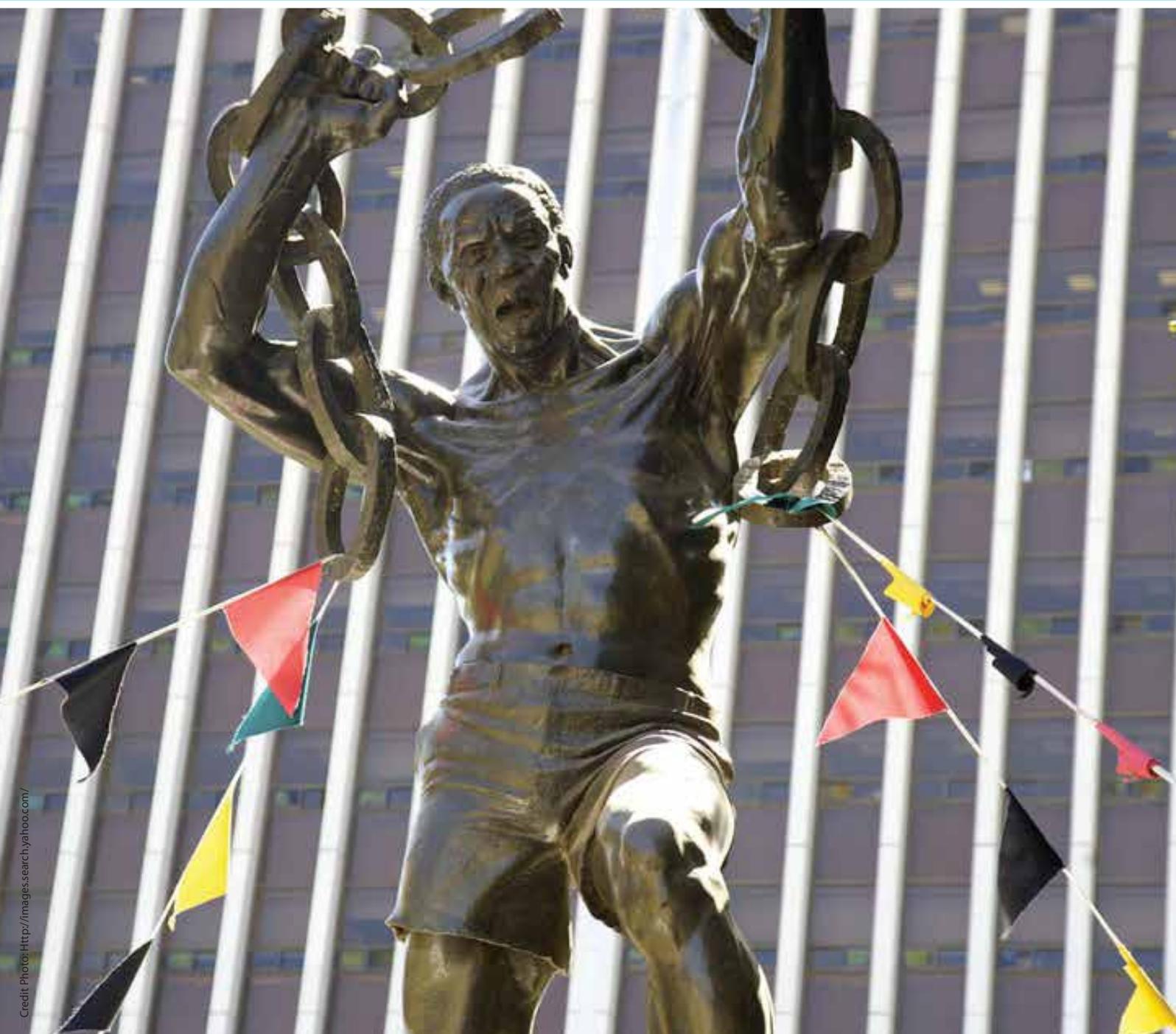




MALABO
MONTPELLIER
FORUM

MIEUX NOURRIS

Comment l'Afrique peut construire
un futur sans faim ni malnutrition



Credit Photo: <http://images.search.yahoo.com/>

ZAMBIE



ETUDES DE CAS



MIEUX NOURRIS - ZAMBIA

Entre 2000 et 2016, la Zambie a réalisé des progrès significatifs dans la réduction des niveaux de sous-nutrition, avec une réduction de l'indice de la faim dans le monde de 50 à 39 (équivalent à 23 % de changement) et une baisse des taux de retard de croissance de 58 % à 40 % sur la même période. Ceci signifie que la Zambie est encore loin d'atteindre l'engagement de Malabo de réduire le retard de croissance à moins de 10 % d'ici 2025. Seuls 11 % des enfants consommaient un régime alimentaire minimum acceptable en 2013-2014.

De plus, la Zambie est confrontée au double fardeau de la malnutrition car les taux de surpoids et d'obésité ont aussi atteint 29 % et 10 %, respectivement. Le gouvernement zambien s'est engagé à lutter contre la malnutrition de manière plus active à travers des réformes et des programmes institutionnels.²

REFORMES INSTITUTIONNELLES

Le gouvernement a commencé à traiter la malnutrition dès les années 1960 avec la création d'une Commission nationale sur l'alimentation et la nutrition (NFNC), sous la tutelle du ministère de la Santé. La NFNC a fonctionné comme un organe consultatif auprès du gouvernement pour promouvoir et superviser des activités de nutrition en Zambie, en se concentrant principalement sur les groupes vulnérables tels que les enfants et les femmes.³

La Zambie est engagée dans la décentralisation des fonctions gouvernementales ; c'est l'un des éléments clés de sa politique de décentralisation. Bien que les ministères sectoriels continuent à approuver des programmes majeurs à réaliser au niveau des provinces et des districts, ces programmes sont gérés par des agents de districts et ils mettent un accent de plus en plus important sur la participation communautaire, la santé communautaire et autres activités sectorielles. De plus, les organisations de la société civile, les entreprises du secteur privé, les leaders religieux et les médias ont montré qu'ils jouent un rôle important dans la promotion des régimes alimentaires sains. La législation pour la fortification obligatoire, le congé de maternité et le code international de commercialisation des substituts du lait maternel, ont aussi été introduits au cours des dernières années. Le gouvernement encourage les divers services de recherche et de vulgarisation agricole, ainsi que les organisations d'agriculteurs locales, à s'impliquer dans l'établissement des priorités politiques.

INTERVENTIONS POLITIQUES ET PROGRAMMATIQUES

Bien que le défi de la malnutrition reste important, la Zambie a réalisé des progrès dans le renforcement ou le développement de nouveaux programmes nationaux. L'inclusion des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition dans les cinquième (2006-2010) et sixième (2011-2015) Plans nationaux de développement a démontré l'engagement programmatique du gouvernement pour lutter contre la malnutrition. De plus, la Zambie a rejoint le Mouvement SUN (*Scaling Up Nutrition*) en 2011. Reconnaisant que certaines contributions significatives – provenant de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, du développement communautaire, des services sociaux, de l'eau et l'assainissement, et des programmes de réponse d'urgence – sont capitales dans la lutte contre la malnutrition, le gouvernement a développé le Plan national stratégique pour l'alimentation et la nutrition pour la période de 2011-2015, qui met un accent considérable sur la politique gouvernementale de développement et de gestion des programmes décentralisés. Les niveaux de déficience en vitamine A sont élevés en Zambie, et le pays perd environ 186 million de US\$ par an à cause des déficiences en vitamine et en minéraux. Ayant constaté que 54 % des enfants de moins de cinq ans présentent des déficiences en vitamine A, le gouvernement a lancé une promotion active des pratiques d'alimentation complémentaire et a fourni deux fortes doses de supplémentation en vitamine A à 93 % des enfants en 2013. Le gouvernement s'est aussi engagé à augmenter les contributions financières à la nutrition d'au moins 20 % par an au cours des 10 prochaines années, et à atteindre une somme

supplémentaire de 30 US\$ par enfant, pour intensifier l'impact des interventions en nutrition. De plus, la Zambie a développé le Fonds fiduciaire de la nutrition, un fonds commun qui soutient les approches novatrices d'intensification de la nutrition. Le Fonds est actuellement en cours de mise en œuvre.⁴

De plus, une approche communautaire de la gestion de la malnutrition aigüe a montré qu'elle pourrait être un service complémentaire aux soins thérapeutiques apportés aux patients hospitalisés. Le Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2011-2015 de la Zambie incluait : une forte mobilisation communautaire, une identification des enfants souffrant de malnutrition, une alimentation complémentaire ambulatoire pour les patients atteints de malnutrition aigüe modérée, des soins thérapeutiques ambulatoires pour les cas non-complicqués de malnutrition aigüe sévère, et des soins ambulatoires pour les patients souffrant de malnutrition aigüe sévère avec des complications médicales. L'adoption d'une approche communautaire a étendu de manière significative la couverture des services et amélioré les résultats des traitements en Zambie, avec un taux de guérison de 80 %, tout en maintenant un taux de mortalité de 5 %.

Par ailleurs, le gouvernement soutient une campagne pour remplacer le maïs blanc traditionnel par le maïs orange. Le maïs est un aliment de base en Zambie et les variétés orange plus nutritives fournissent aux consommateurs de la vitamine A. Le maïs orange a aussi été inclus dans le Programme de soutien aux agriculteurs en termes d'intrants (FISP), qui subventionne l'accès des agriculteurs aux semences. Le gouvernement encourage les agriculteurs, les meuniers et les entreprises de production de semences à promouvoir le maïs orange et à encourager plus de personnes à passer de la variété blanche à la variété orange. Une évaluation réalisée parmi des enfants d'âge scolaire (quatre à huit ans) dans les zones rurales en Zambie a montré que les enfants qui mangeaient le maïs orange avaient amélioré leur vision de nuit en six mois. Leurs yeux s'adaptaient mieux dans le noir, améliorant leur capacité à exercer des activités quotidiennes sous une faible illumination, (par ex. au crépuscule et à l'aube).⁵ Etant donné que le maïs bio-fortifié a été intensifié pour atteindre plus de ménages dans plus de provinces, le principal défi est d'assurer une distribution extensive à travers les réseaux privés vers des zones périphériques.⁶

Entre 2011 et 2014, la production de patate douce en Zambie se situait entre 43.211 et 45.677 tonnes. Ce chiffre est faible en comparaison avec les pays d'Afrique de l'Est, où la patate douce est l'un des principaux aliments de base. Le Projet d'intégration de la patate douce à chair orange a été mis en œuvre par l'Institut zambien de recherche en agriculture, en collaboration avec le Centre international de la patate douce, en 2011, pour promouvoir la patate douce à chair orange (PDCO) dans les communautés agricoles rurales des Provinces de l'Est et du Centre. L'objectif était d'atteindre 15.000 ménages ruraux, en donnant la priorité aux femmes ayant des enfants de moins de cinq ans. Les données de base pour ce projet ont montré que seuls 0,2 % des ménages dans le District de Chipata cultivaient la PDCO, couvrant un total de seulement 3,67 ha de terres. Depuis lors, un certain nombre de stratégies ont été mises en œuvre dans les zones ciblées, telles que la fourniture de plants de PDCO de grande qualité aux ménages ruraux, la formation des communautés en bonnes pratiques agronomiques, multiplication et conservation des plants, l'apport de connaissances nutritionnelles sur la déficience en vitamine A, la PDCO, les soins des enfants et la diversité alimentaire, le développement de messages promotionnels et éducatifs et le renforcement des capacités.⁷

Le manioc est second aliment de base le plus important après le maïs en Zambie. Le manioc bio-fortifié en vitamine A est actuellement testé dans des communautés qui consomment beaucoup de manioc, à savoir, les provinces de Luapula, de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Nord.



MIEUX NOURRIS - ZAMBIA

Bien que les niveaux de malnutrition et de retard de croissance restent élevés, et que les taux d'obésité et de surpoids augmentent, l'engagement du gouvernement à lutter contre la malnutrition est visible. Depuis 2016, la Plateforme nationale multi-acteurs (PNM) a été renforcée ; le Secrétaire permanent du ministère de la Santé a été nommé Président par le Comité spécial des secrétaires permanents. Les Comités de coordination de la nutrition au niveau du district (DNCC) sont étendus à de nouveaux districts, en plus des 14 déjà concernés, et des Comités ad hoc de coordination de la nutrition au niveau provincial sont également en place. Cependant, bien

que le budget national ait doublé depuis 2012, les allocations du gouvernement pour la nutrition restent stagnantes, et ont même baissé dans certains cas. En 2014, le gouvernement a dépensé 11,3 pour cent de son budget dans la santé, alors que les dépenses en interventions spécifiques à la nutrition étaient d'à peine 0,1 % la même année. De plus, un faible accès à l'eau potable et à des structures sanitaires adéquates empêche l'obtention de résultats positifs pour la nutrition en Zambie.

¹ Development Initiatives, 2017, "Global Nutrition Report 2017: Zambia Country Profile", Bristol, UK: Development Initiatives, accessed on 27 November 2017, <https://www.dropbox.com/s/o6gwu4p8aoptrtr/-Zambia.pdf?dl=0>.

² Harris, J., Drimie, S., Roonnaraine, T. and Covica, N., 2017, "From coherence towards commitment: Changes and challenges in Zambia's nutrition policy environment", in *Global Food Security* 13: 49-56.

³ The National Food and Nutrition Commission of Zambia, accessed 10 October 2017, <http://www.nfnc.org.zm/overview>.

⁴ National Food and Nutrition Commission of Zambia, "National Food and Nutrition Strategic Plan for Zambia 2011-2015", accessed 27 November 2017, http://www.scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2013/02/Zambia_NFNC-Strategic-Plan-2011-2015.pdf.

⁵ Hunger and Nutrition Commitment Index, "Key data for Zambia", Zambia, 2014, http://www.hancindex.org/files/2014/HANCL_Global_2014_ZM.pdf.

⁶ Scaling-Up Nutrition Movement, "SUN Movement Compendium Zambia (2014)" accessed 27 November 2017, http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2014/11/SUN_Compndium_ENG_20141026_05Zambia.pdf

⁷ Maleta, K. and Amadi, B., 2014, "Community-Based Management of Acute Malnutrition (CMAM) in Sub-Saharan Africa: Case Studies from Ghana, Malawi, and Zambia", in *Food and Nutrition Bulletin*, vol. 35, 2_suppl1: pp. S34-S38.

⁸ HarvestPlus, "More Nutritious Maize in Zambia: Orange is the New White", Accessed 20 November 2017, <http://www.harvestplus.org/knowledge-market/in-the-news/-more-nutritious-maize-zambia-orange-new-white-0>

⁹ Palmer, A.C., Healy, K., Barffour, M.A., Siamusantu, W., Chileshe, J., Schulze, R.J., West, K.P.Jr., Labrique, A.B., 2016, "Provitamin A Carotenoid-Biofortified Maize Consumption Increases Pupillary Responsiveness among Zambian Children in a Randomized Controlled Trial", in *The Journal of Nutrition*, doi: 10.3945/jn.116.239202.

¹⁰ Bouis, H.E. and Saltzman, A., 2017, "Improving nutrition through biofortification: A review of evidence from HarvestPlus, 2003 through 2016", in *Global Food Security*, 12: 49-58.

¹¹ Sakala, P., Kunneke, E. and Faber, M., 2017, "Household Consumption of Orange-Fleshed Sweet Potato and its Associated Factors in Chipata District, Eastern Province Zambia" in *Food and Nutrition Bulletin*, <https://doi.org/10.1177/0379572117729979>

¹² World Health Organization, Nutrition Landscape Information System (NLIS) Database, NLIS Country Profile: Zambia, accessed 27 November 2017, <http://apps.who.int/nutrition/landscape/report.aspx?iso=zmb>

¹³ Hunger and Nutrition Commitment Index (2014). Key data for Zambia. http://www.hancindex.org/files/2014/HANCL_Global_2014_ZM.pdf

Le Panel Malabo Montpellier

Bureau à l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires,
Titre 3396, Lot #2, BP 24063 Dakar Almadies, Sénégal
Téléphone : +221 33 869 98 00 | Fax : +221 33 869 9841

www.mamopanel.org

Pour plus d'informations, veuillez contacter Katrin Glatzel (Chargée de Recherche, IFPRI),
Responsable du programme du Panel Malabo Montpellier à l'adresse Mamopanel@cgiar.org

Veuillez suivre le panel sur les réseaux sociaux

 Twitter: @MamoPanel  Facebook: MaMoPanel  LinkedIn: The Malabo Montpellier Panel

Citation Préférée: Le Panel Malabo Montpellier (2017). Etude de cas: Zambie. Dakar. Décembre 2017.